

Subsides

A ce sujet, j'interrogeais le ministre des Finances, pas plus tard que jeudi sur le prélèvement à l'exportation. Je lui demandais si ce prélèvement allait continuer d'être pratiqué, puisque fatalement il doit décourager l'exportation. Le ministre a répondu ce jour-là qu'il ferait prochainement une déclaration. C'est d'ailleurs le même soir, jeudi soir donc, qu'il annonçait l'abolition prochaine du prélèvement à l'exportation. Si je parle de ce petit incident, c'est uniquement parce qu'il témoigne du manque total d'organisation de la part du gouvernement lorsqu'il s'agit d'encourager le commerce étranger. L'automne dernier, le gouvernement imposait un prélèvement à l'exportation et donnait ainsi un coup de frein à nos exportations. A cause des difficultés qui en ont résulté, il a décidé de supprimer cette taxe. Il faudrait maintenant qu'il explique au pays pourquoi il supprime d'un seul coup cette taxe qui avait provoqué beaucoup d'inquiétudes. Je suis content de voir disparaître le prélèvement à l'exportation. Mais je regrette que le gouvernement n'ait pas été assez clairvoyant pour ne pas l'imposer en premier lieu.

Le débat d'aujourd'hui est nécessaire, à mon sens. J'espère qu'il nous permettra de recevoir les explications du côté ministériel, car il y a énormément de cafouillage dans la façon dont on s'occupe du déséquilibre de nos échanges. Le premier ministre (M. Trudeau), nous le savons, rêve tout haut d'une société nouvelle. Il prétend qu'il y a des trublions qui plongent les Canadiens dans le marasme. Je n'admets pas cela. Le premier ministre ne saisit pas du tout la véritable nature de problèmes. Je lui demande de nous donner le nom de certains de ces trublions responsables de nos maux actuels.

Je dis cela parce que si nous faisons un examen comparatif de la part de revenu, au Canada, des grandes sociétés et des travailleurs, nous voyons que ni ceux-ci ni celles-là n'ont accaparé une part indue du revenu national, certainement depuis 1972. Je signale cela parce que la Banque du Canada a publié ce matin seulement des chiffres qui révèlent que pour le dernier trimestre de 1972, par exemple, les profits des sociétés après impôts représentaient 9 p. 100 de notre revenu national. Les revenus des travailleurs représentaient 73.8 au cours du même trimestre. Pour le troisième trimestre de 1975, les profits des sociétés après impôts représentaient toujours 9 p. 100 de notre revenu national, alors que la part des travailleurs baissait à 73 p. 100. N'est-il par remarquable qu'aux États-Unis la part du revenu des travailleurs est de 75.3 p. 100?

Il faudrait à mon avis, citer plus souvent des chiffres semblables, ne fût-ce que pour démentir toutes déclarations que fait le premier ministre pour faire assumer par d'autres la principale responsabilité pour les taux élevés de chômage et d'inflation au pays. c'est-à-dire la responsabilité de son gouvernement et son incompétence dans la gestion de l'économie, dont nous sommes témoins depuis plusieurs années.

Des voix: Bravo!

● (1530)

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, j'aimerais d'abord mentionner quelques faits incontestables. L'année dernière, le Canada a subi un déficit de 10 milliards de dollars dans le commerce de fabrication. Par opposition, la balance globale du commerce des États-Unis s'est soldée par un excédent de 11 milliards de dollars. De façon générale, en 1975, le Canada a subi son premier déficit de commerce des denrées depuis 1960. L'année dernière, le chiffre d'importation des denrées a dépassé celui de l'exportation par environ un milliard de dollars. Le déficit global de notre compte cou-

rant, c'est-à-dire la balance du commerce des denrées et des services, a été d'environ 5 milliards de dollars l'année dernière. La Banque de Montréal prévoit que le déficit se chiffrera cette année à environ 4 milliards de dollars; dans deux ans, le total de notre déficit commercial sera de 9 milliards.

Nous vivons au-dessus de nos moyens depuis déjà quelque temps, et pourtant le gouvernement a fait très peu pour rectifier la situation. La réputation de solvabilité du Canada partout dans le monde commence à baisser et les banquiers internationaux s'inquiètent de notre déficit commercial croissant, de la hausse de notre dette étrangère, de notre taux d'inflation élevé et de notre manque de productivité industrielle. Comme par le passé, nous avons besoin que les banquiers internationaux nous fassent crédit pour nous maintenir à flot. L'administration actuelle a équilibré son compte international en jouant avec le système monétaire du Canada de façon que les provinces et les municipalités du Canada deviennent de gros emprunteurs sur les marchés internationaux.

On estime que l'année dernière, les emprunts contractés par des Canadiens ont représenté le quart du montant total des emprunts internationaux contractés par l'ensemble de tous les pays. Nous avons emprunté de sources étrangères environ 4.7 milliards de dollars pour compenser notre déficit commercial de 5 milliards. Le total des emprunts mondiaux l'année dernière était d'environ 19 milliards de dollars. Il est difficile d'imaginer qu'un pays aussi riche que le Canada doive quêter de l'argent partout dans le monde pour combler son déficit commercial. A cause de ces emprunts, la valeur de notre dollar a augmenté d'environ cinq cents par rapport au dollar américain et la Banque du Canada a fixé des taux d'intérêts de 2 à 3 p. 100 plus élevés que ceux d'autres pays pour garantir le fonctionnement du système. C'est seulement il y a quelques mois que la valeur du dollar canadien a baissé à 96c. par rapport au dollar américain.

Il nous faut un commerce équilibré et non des emprunts étrangers. Lorsque nous empruntons à des taux relativement élevés à l'extérieur du Canada, nous hypothéquons notre avenir pour payer nos dépenses courantes. C'est un peu comme un commerçant qui découvre à la fin de l'année que ses ventes pour l'année précédente se sont élevées à environ \$100,000, mais qu'il a payé \$105,000 pour acheter d'autres marchandises. En comblant le déficit de \$5,000, il ne fait que contracter une dette sur laquelle il devra payer des intérêts et qu'il devra finalement rembourser plus tard.

Les technocrates d'Ottawa sont les mieux rémunérés du monde, ce qui ne les a pas empêchés de commettre une erreur de jugement monumentale. Par une série d'erreurs, de faux calculs et leur grossière stupidité, ils ont trompé le Canada, de sorte que chaque mois accentue notre dégringolade et qu'il sera très difficile de remonter la pente. Quand la valeur du dollar canadien monte, nos clients paient de plus en plus cher nos exportations, ce qui met en péril toute reprise économique soutenue. Ce dont nous avons besoin, c'est ou bien une réduction des importations ou, encore mieux, une hausse sensible de nos exportations.

Il n'existe pas de moyen facile pour y arriver. Une dévaluation du dollar canadien pourrait nous aider. Ainsi, nos exportations seraient moins chères à l'étranger, ce qui rendrait les produits canadiens plus concurrentiels; par contre, nos importations seraient plus chères et plus difficiles à acheter. A l'heure actuelle, la situation exige de la prudence et de la réflexion sinon, l'inflation continuera de s'aggraver au Canada tandis que notre niveau de vie déclinera rapidement.